

n° 1147

Hebdomadaire - 20 novembre 1986 - 5F

D 1147 HAÏTI: LA "COMÉDIE" DES ÉLECTIONS A LA CONSTITUANTE

Le 19 octobre 1986, le peuple haïtien était appelé à élire au suffrage universel les députés à l'Assemblée constituante. Le vote, présenté par le Conseil national de gouvernement comme le signe de la démocratie retrouvée, a été en fait un fiasco: 97% des votants se sont abstenus... C'est dire le malaise profond qui règne aujourd'hui en Haïti, suite à la reprise des arrestations arbitraires et des "disparitions", comme celle de Charlot Jacquelin, moniteur de la Mission pour l'alphabétisation lancée par l'Eglise catholique, enlevé le 19 septembre 1986 par des militaires et "disparu" depuis. Devant l'impunité des "duvaliéristes" et "macoutes" toujours présents, et dans la confusion politique créée par l'apparition de centaines de formations nouvelles, les jeunes ont fortement pris position (cf. DIAL D 1136).

Dans ce dossier nous publions:

- 1) un commentaire sur les élections du 19 octobre vues par une personne de terrain, représentative de l'état d'esprit en milieu populaire;
- 2) la déclaration de la Conférence haïtienne des religieux, dans les jours suivants, qui est une vigoureuse prise de position en faveur des gens du peuple et une mise en garde contre le danger d'un pouvoir militaire envahissant.

Note DIAL

1- Les élections du 19 octobre 1986 (Correspondance particulière)

Dimanche 19 octobre, le pouvoir provisoire toujours en place invitait le peuple haïtien à la première élection nationale d'après le duvaliérisme, élection des membres de l'Assemblée constituante. A première vue, le processus de passage à la démocratie avait belle allure: élection d'une Constituante, approbation ou refus de la Constitution nouvelle par référendum populaire; ensuite élections classiques: députés, président, etc. Et les pays démocratiques se réjouissent de la transfiguration d'Haïti en donnant et promettant une aide financière, alimentaire et surtout en armes, ragaillardis par cette preuve de démocratie. Mr Georges Busch lui-même n'avait pas dédaigné faire escale à Port au Prince: le grand frère venait en voisin féliciter l'élève pour sa première copie démocratique tout en apportant 8 millions de dollars d'aide à l'armée d'Haïti.

En somme tout le monde se frottait les mains jusqu'à ce fameux vote, le premier test. Les observateurs attentifs avaient pourtant décelé les signes non pas avant-coureurs mais structurels de la mauvaise volonté du pouvoir et des élites à favoriser une vraie démocratie en Haïti. La frayeur du 7 février passée, on a pu constater que le nouveau pouvoir ne savait ou ne voulait pas écouter les revendications populaires; l'armée continuait d'être "le seul coq qui chante", au mépris des lois du pays; la corruption, délivrée du racket du clan duvaliériste, se faisait plus souple mais plus foisonnante; et surtout les anciens tontons macoutes étaient protégés, parfois réintégrés dans l'armée. Bref, le système duvalier restait en place.

Dès lors, la liste des tortures s'allongeant, nul ne s'étonnait que le gouvernement de la capitale ignore et méprise la masse paysanne. Le premier pas vers la démocratie aurait dû s'effectuer à la fin de l'été par la désignation des Conseils d'administration des sections rurales (CASER) pour qu'une administration civile et

populaire remplace ou contrôle l'administration militaire jusqu'alors en vigueur. Ce fut un échec tant au niveau de l'explication que de l'exécution: on vit remonter non seulement à la surface mais au pouvoir d'anciens macoutes, des hommes de paille, des corrompus, des hommes de main des gros propriétaires. Cette opération pressée et ratée correspondait à la peur des élites envers le peuple qui n'est plus encadré par les militaires de Duvalier. Il fallait coûte que coûte réencadrer ce peuple que les élites, à force de mépris, ignorent profondément. D'où la peur.

Le 19 septembre, dans un bidonville de Port au Prince disparaissait Charlot Jacklin, un jeune moniteur d'alphabétisation, arrêté de nuit par des militaires ou par des "escadrons de la mort" habillés en militaires. Au même moment le président du CNG, le lieutenant-général Henri Namphy, félicitait l'armée dans un discours de la plus grande tradition. Il devait avouer en privé ne rien savoir de cette disparition: mensonge d'Etat ou incompétence? Depuis, les arrestations sans mandat et les tortures dans les casernes ont repris de plus belle. Deux grévistes de la faim, protestant contre ces élections mal préparées, ont été arrêtés tandis que le président de la ligue des droits de l'homme ironisait à juste titre; si on arrête ces grévistes de la faim, il faut arrêter tout le peuple qui souffre de la faim. Des syndicalistes sont licenciés parce que syndiqués, des tortionnaires notoires comme Jean Valmé sont relâchés pour non-lieu. Tout continue donc comme avant. Le peuple, quoi que désorienté, en tire la leçon et fait le gros dos.

On s'étonnera à l'étranger de la gravité de cette situation haïtienne, moins d'un an après la fuite d'un dictateur et alors que le système dictatorial reste en place. Ces premières élections mettent crûment en lumière qu'on ne peut parachuter la démocratie sur un peuple, un peuple qui a beaucoup souffert. Dans le fond, ce calendrier électoral était concocté par les ambassades occidentales, spécialement les conseillers américains tout puissants et les élites locales occidentalises. Cette conjonction se fait en dehors du peuple, sur le dos du peuple et au mépris du peuple. Bref une antidémocratie que les médias feront passer pour processus démocratique.

Regardons de plus près. Malgré tous les moyens d'information dont il dispose, le gouvernement n'a pas pu ou voulu faire connaître au peuple l'enjeu et les modalités de l'élection. Il s'est contenté d'annoncer la date, de fixer par décret le nombre de votants à 2.974.293 électeurs. Quand on sait que les 3/4 de la population sont des paysans; qu'il n'y a bien souvent ni route, ni téléphone, ni journaux; qu'il faut marcher des heures, parfois des jours, dans les montagnes pour rencontrer des communautés rendues méfiantes par tous les abus subis, toutes les promesses non tenues; que plus de 80% des Haïtiens sont analphabètes, et qu'à une semaine des élections on ne savait pas qui était candidat, on se dit que le gouvernement ne connaît rien à la réalité haïtienne par mépris, par ignorance ou par calcul. Le mépris et l'ignorance des élites ont marqué toute l'histoire d'Haïti, pour aboutir au duvaliérisme. Le calcul serait plus nouveau: créons l'anarchie pour permettre demain un pouvoir plus fort. Le 7 février, le peuple d'Haïti avait manifesté qu'il ne voulait plus de cet engrenage de l'histoire.

Dimanche la rue était calme, "blanche" comme on dit en créole. Pas d'animosité ni de scènes violentes. Rien, élection connaît pas. Le peuple méprisé retourne le piège à ceux qui l'ont tendu, mais comme un peuple sait le faire: en masse. Certainement plus de 90 à 95% d'abstentions à la campagne comme à la ville. Des interviews à la radio montrent que certains ont voté sans savoir, plusieurs fois (car il n'y a pas de listes électorales). Le peuple qui se débat pour sa survie n'a que faire d'une démocratie à l'européenne. Du reste pourquoi lui imposer ce modèle, alors qu'il exprime par des milliers de lettres et de pétitions une volonté démocratique vivante et créative? Le pouvoir n'a pas écouté le peuple; le peuple n'entend pas la rhétorique étrangère sinon étrange du pouvoir. Quelles conséquences en tirer? Certes le pouvoir est totalement discrédité en Haïti et le processus préparé par les ambassades vient d'avorter. Pourtant ni les élites ni les pays riches ne veulent d'un

changement vrai voulu par un peuple qui a déjà fait preuve de volonté et de sagesse mais écrasé par la domination, empêché d'être lui-même.

Est-il possible que toutes les forces démocratiques s'unissent dans un programme simple de salut public: préparer une vraie démocratie, en rapprochant le pouvoir du peuple par la décentralisation et la prise en compte des revendications? Combien de milliers de pétitions en dix mois! N'est-ce pas là le véritable vote populaire quand on sait les difficultés pour réunir les signatures ici en Haïti? Combien de comités de quartier, de villages avaient réussi à transformer, à laver Haïti! Le pouvoir n'a jamais écouté, jamais encouragé: c'est le pouvoir du mépris. Les partis - qui pullulent - n'ont pas à s'organiser autour d'un leader mais d'un programme. Ne peut-on faire une plateforme des mesures de survie: lutte contre la corruption et la torture, repousser résolument la menace des macoutes qui redressent la tête, organiser la justice, refuser une armée répressive et la contrôler par un pouvoir civil, abandonner la fiction du français parlé seulement par les élites, au profit du créole langue nationale, etc.?

Que le peuple soit enfin acteur de son changement, libéré de l'oppression quotidienne et il saura manifester le visage d'une démocratie nouvelle en luttant efficacement contre la faim. Mais les U.S.A. tout proches et les élites tellement habituées au pouvoir le permettront-ils?

2- Prise de position de la Conférence haïtienne des religieux (22 octobre 1986)

Nous, Supérieurs majeurs de toutes les Congrégations de prêtres, soeurs et frères oeuvrant en Haïti, nous nous sommes réunis le jour anniversaire de l'élection du Pape Jean-Paul II pour joindre nos voix à celles de nos évêques demandant un vrai changement dans la façon dont est organisée l'économie du pays, un vrai changement dans la manière dont le pays est gouverné.

Le changement devient nécessaire parce que nous vivons un moment difficile où les malheureux crient. Ils crient parce qu'ils ont faim et ne trouvent pas à manger. Ils ont besoin de travail, mais la majorité est au chômage. Ils ont besoin de justice, mais ils ne trouvent que des abus. Autre constatation: ceux qui ont volé l'argent du pays comme ceux qui ont commis des crimes ne sont encore jamais passés en jugement.

Les malheureux ont besoin de retrouver leur petite banque, c'est-à-dire le "cochon créole". Cependant, de multiples manoeuvres tendent à les empêcher de l'obtenir.

Nos évêques ont dénoncé ces situations comme un moment de crise. Or, depuis le 5 octobre, date de la publication de leur lettre, nous voyons la crise s'aggraver de jour en jour:

1. Crise dans l'organisation de l'économie du pays
2. Crise dans la société
3. Crise dans la façon dont on gouverne le pays.

1. CRISE DANS L'ORGANISATION DE L'ÉCONOMIE DU PAYS

A jeter un coup d'oeil sur la vie économique, nous voyons que la production des richesses du pays repose sur la force de travail des paysans et des ouvriers. Néanmoins nous constatons que les petits sont broyés pour être avalés par les puissants. Le fossé qui sépare les riches et les pauvres s'élargit davantage de jour en jour.

Nos oreilles nous apprennent que les agences internationales (1) s'entendent avec les pays soi-disant amis pour mettre sur pied, avec le concours des responsables

[1] Agences d'aide au développement et organismes financiers. Cf. DIAL D 1145 [NdT].

économiques d'Haïti, un beau plan de développement supposé devoir régler nos problèmes. Le peuple commence à constater le résultat de ce plan:

- La situation devient plus suffocante, à la campagne comme en ville.
- Le porc créole a disparu et on fait obstacle à son retour.
- Le "manger sinistré" (2) et les provisions de contrebande éliminent la production locale.
- Le reboisement du pays, tel qu'on le veut, laisse le paysan les mains vides parce qu'il ne pourra pas cultiver sa terre.
- La misère noire force déjà le paysan à laisser son chez lui chaque jour davantage pour aller traîner en pays espagnol (3) ou bien sous les galeries des villes.
- Les entreprises et les usines préfèrent fermer leurs portes plutôt que de respecter les droits des ouvriers. C'est pourquoi on en révoque quotidiennement.
- Les prix des produits de première nécessité dont dépend la vie des malheureux n'ont jamais baissé réellement.
- 90% de la population n'a pas de quoi vivre.
- Le projet de barrage hydro-électrique dans la vallée de l'Artibonite recommence à faire parler de lui. Les Etats-Unis ont voté de l'argent pour ce projet. Nous le savons, des études sérieuses ont montré que ce serait une catastrophe pour 60.000 familles dépossédées de leurs terres et de tout approvisionnement. Ce serait, réellement, un abcès sur un furoncle.
- Nous constatons que dans le budget présenté par le C.N.P.G. (4) pour l'année 1986-1987, 180.855.000 gourdes (5) sont destinées à l'armée, la police et la défense nationale, mais seulement 48.200.000 gourdes (6) sont prévues pour l'agriculture sur laquelle, ne cesse-t-on de répéter, repose l'économie du pays. Ainsi, dire est une chose, faire en est une autre.

2. CRISE DANS LA SOCIÉTÉ

Le fonctionnement actuel de la société ne mérite pas d'autre nom que le désordre. La même structure qui existait dans le système qui nous a valu la dictature des Duvalier, est plus solide que jamais (cf. Démocratie en Haïti, chapitre 2) (7).

Et puis, dans les décisions qu'on prend, dans les projets qu'on met sur pied maintenant, il est clair que, chaque jour davantage, ce sont les étrangers qui ont la parole, ce sont eux qui font et défont.

Pendant ce temps le peuple haïtien, lui, ne compte pas: on le traite comme un esclave à qui l'on commande d'aller à gauche, d'aller à droite sans qu'il ait le droit de savoir ni pourquoi ni comment. La question de la "démocratie" où chacun ait le droit et le devoir de participer sur un pied d'égalité aux affaires du pays, devient démagogie dans les discours politiques. On vous dit: "Le peuple n'est pas préparé pour ça, il est analphabète", comme si "analphabète" était synonyme d'ignorant.

Et pourtant, c'est sur leur dos qu'est assis le pays. Ils paient taxes sur taxes, sans bénéficier d'aucun des services qu'ils sont en droit d'attendre de l'Etat.

[2] en créole, aide alimentaire internationale [NdT].

[3] La République dominicaine [NdT].

[4] Conseil national de gouvernement provisoire [NdT].

[5] Soit 36.171.000 dollars [NdT].

[6] Soit 9.640.000 de dollars [NdT].

[7] Déclaration de l'épiscopat haïtien du 5 octobre 1986 [NdT].

1 - Aujourd'hui, nous observons qu'on ne fait pas justice au paysan dépouillé de sa terre et de son cochon créole.

2 - L'ouvrier, parce qu'il défend ses droits dans un syndicat, perd son travail: on compte 12.000 emplois supprimés depuis le 7 février.

3 - On estime à 927.000 (neuf cent vingt sept mille) les enfants laissés pour compte, sans pouvoir trouver une école pour les accueillir. Les jeunes, à la fin de leurs études, ne trouvent aucun travail. C'est pourquoi le mouvement d'émigration s'accroît: le désespoir leur fait croire que l'autre côté de la mer sera meilleur de toute façon, même si on essaie de les persuader du contraire.

4 - La peur, l'injustice, l'exploitation causent la disparition de toutes les bonnes relations génératrices d'amitié, de fraternité et de solidarité dans notre société. La misère arrive à démanteler même ce à quoi le cordon ombilical haïtien était rattaché, tel que la famille. Quant aux femmes, elles sont sans protection dans la rue.

Tout cela montre qu'il existe deux types de société dans un seul pays (cf. Charte pour la promotion humaine, note c) (8). C'est un petit groupe qui profite d'une situation où nous constatons que *"la bourrique travaille tandis que le cheval se pavane"*. C'est ce que le Pape Jean-Paul II avait constaté de son côté, lors de sa venue en Haïti, au mois de mars 1983 et qui l'avait amené à faire sienne la formule du symposium: *"Il faut que les choses changent en Haïti"*.

La position de nos évêques est tout aussi claire sur ce point: *"La démocratie voulue par Haïti correspond à un changement de modèle de société. D'une société qui a toujours privilégié les minorités, vécu dans la dépendance extérieure et marginalisé le peuple, on veut passer à une société basée sur la participation, la liberté et la responsabilité"* (Démocratie en Haïti: principes et applications, chap. 2 n° 28).

3. CRISE DANS LA FAÇON DONT ON GOUVERNE LE PAYS

Malgré le 7 février, rien n'a changé dans la façon dont on gouverne le pays.

1 - Nous voyons la même armée qui soutenait la dictature des Duvalier récupérer le pouvoir pour elle. C'est seulement deux ou trois civils qui acceptent de servir de paravent à un gouvernement militaire qui fait et défait. Les militaires ont la force des armes. Ils ont l'argent:

- celui qu'ils contrôlent maintenant dans les caisses de l'Etat;
- celui qu'expédient les étrangers qui font bon ménage avec eux.

Surtout, ils vous laissent parler, mais ils n'en font qu'à leur tête. Cela apparaît clairement à travers les codes des élections qui viennent de se passer: LES CASER (9) ET LA COMÉDIE DES ÉLECTIONS A L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE. Le peuple continue à brandir ses revendications: ils ne s'en occupent pas plus que d'un chien.

2 - Petit à petit, nous retournons au même système répressif des Duvalier.

- On voudrait interdire toutes les formes de manifestations, de protestations, et même de processions: on en vient à arrêter des grévistes de la faim.

- Les arrestations arbitraires continuent de plus belle. Des gens disparaissent le jour comme la nuit. Des groupes armés pénètrent dans les maisons et font des dégâts. Mais, chose étrange, chaque fois qu'on veut l'ouverture des écoles, ces actes

[8] Déclaration de l'épiscopat haïtien du 8 décembre 1983. Cf. DIAL D 916 (NdT).

[9] Conseils d'administration des sections rurales (NdT).

de vandalisme s'arrêtent pour un temps. L'intimidation se pratique en tous sens pour plonger tout le monde dans la peur.

3 - La propagande "anti-communiste" qui servait de couverture à la dictature des Duvalier face aux Etats-Unis s'organise de mieux en mieux:

- Tous ceux, en général, qui travaillent à la conscientisation du peuple, surtout ceux de la Mission pour l'alphabétisation, tous ceux qui ne sont pas d'accord avec le cours des événements, sont traités de communistes. Ces accusations sont un moyen de semer la division au sein du peuple pour faciliter tous les mauvais coups qu'ils préparent.

- On dirait que, depuis quelque temps, les organisations d'Eglise sont les plus menacées. Nul n'ignore l'histoire de Charlot Jacquelin (Port-au-Prince) et de Preméus Jasmin (Cap-Haïtien). C'est normal puisque l'Eglise est la voix du peuple.

Tout aussi bien, nous, les Supérieurs majeurs réunis aujourd'hui, nous remercions nos évêques pour avoir élevé la voix de façon claire à plusieurs reprises sur ces problèmes qui menacent de détruire l'espoir que nourrissait le peuple depuis l'événement du 7 février. L'ÉGLISE D'HAÏTI CONTINUE A ÊTRE AVEC LES PAUVRES. C'est vrai, l'Eglise n'a pas un pouvoir de décision, elle n'a ni argent ni arme dans ses mains. Ce qu'elle possède, c'est la force de JÉSUS-CHRIST qui est ressuscité bien vivant et qui nous donne son ESPRIT, L'ESPRIT qui l'a envoyée annoncer LA BONNE NOUVELLE AUX PAUVRES.

Nous, SUPÉRIEURS MAJEURS, PRÊTRES, SOEURS ET FRÈRES OEUVRANT EN HAÏTI, nous venons nous mettre au service de l'Eglise pour contribuer de toutes les manières possibles à LA RÉUSSITE DE LA MISSION DE L'ALPHABÉTISATION, EN DÉCLARANT QUE NOUS VOULONS SERVIR LES PLUS PAUVRES; nous savons que l'alphabétisation est le meilleur moyen de passer de la parole aux actes.

Nous demandons au C.N.G.P. : qu'a-t-on fait de CHARLOT JACQUELIN? Nous demandons JUSTICE POUR TOUS CEUX QUI SONT INCARCÉRÉS SANS CAUSE, ou qui pourrissent dans des cachots sans jugement.

"L'EGLISE C'EST NOUS TOUS. NOUS TOUS C'EST L'EGLISE".

Port-au-Prince, le 22 octobre 1986

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 310 F - Etranger 370 F - Avion 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441